

Un chef des armées corrompu

NICOLAS SARKOZY, né le 28 janvier 1955, a été président de la République française et du feu nucléaire du 16 mai 2007 au 15 mai 2012. Il a écopé, le 18 décembre 2024 devant la Cour de cassation, de 3 ans de prison dont 1 ferme, pour corruption et trafic d'influence. Ce VI^e président de la V^e République avait mendié et obtenu des financements occultes (estimés à 50 millions d'euros) auprès du Colonel Kadhafi (1942-2011), pour sa campagne électorale de 2007.

Un contexte explosif

Le 31 janvier 2001, un agent des services libyens avait été condamné à la prison à vie à la suite de l'attentat à la valise piégée contre un Boeing 747 de la PanAm. Il avait causé 270 morts à Lockerbie, en Écosse, le 21 décembre 1988.

Le 19 septembre 1989, le DC10 d'UTA, Brazzaville-Paris explose au Nord du lac Tchad. Il n'y a pas de survivants (170 morts, dont 54 français). Comme suite à cet attentat plusieurs hauts personnages de Libye sont visés par un mandat d'arrêt du juge Jean-Louis Bruguière, chargé de l'instruction de ce dossier de terrorisme international.

Ces vagues d'attaques contre l'aviation civile sont imputées à Abdallah Senoussi, chef de la sécurité militaire, beau-frère de Mouammar Kadhafi. Il s'emploie depuis 2002, date de reprise des relations bilatérales avec la France, à obtenir l'annulation de cette menace d'arrestation : à Tripoli, il rencontre Claude Guéant (né en 1945, alors directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac, le nommé Sarkozy). En contrepartie de son intervention, il quémande du liquide pour financer son candidat à l'élection présidentielle de 2007 (avec un premier chiffre à 22 millions d'euros). Il a été incarcéré en 2021 pour détournement de fonds et recel, puis pour favoritisme et escroquerie. Il passe deux mois à la prison de la Santé en 2022.

Brice Hortefeux (né en 1958, alors ministre chargé des Collectivités territoriales auprès de Sarkozy) prend le relais de la négociation en

2005. Il aurait évoqué la maîtrise des flux migratoires vers l'Europe, et l'élargissement de Senoussi.

Valse de valises

L'intermédiaire libanais Ziad Takieddine (ZT), a fait d'innombrables voyages Tripoli-Genève dès 1993, avec des valises pleines de billets, qu'il dépose à la banque Multi Commerciale (devenue Safdié). Il dispose de beaucoup de contacts politiques en France, à commencer par le sulfureux Jacques Médecin (1928-1998, maire de Nice de 1966 à 1990, condamné à 2 ans de prison pour abus de bien sociaux, faux et usage de faux fraude fiscale, ingérence... qui meurt en exil en Uruguay). ZT trempe dans les ventes de frégates militaires à l'Arabie Saoudite et de sous-marins au Pakistan. ZT devient très familier du lobby militaro-industriel français, donc des ministres successifs de la Défense. Les versements de plusieurs commissions en liquide ne sont pas pour rien dans sa popularité...

Sarkozy, maire de Neuilly-sur-Seine (de 1983 à 2002), une des villes les plus riches de France, baigne dans les opérations immobilières des Hauts-de-Seine, avec, entre autres, son conseiller en communication, Thierry Gaubert (né en 1951). Ce dernier rencontre ZT, déjà en affaires avec Nicolas Bazire (né en 1957), directeur du cabinet du Premier ministre Édouard Balladur (de 1993 à 95). En 1995, Bazire est le *cash runner*, chargé du financement de la campagne présidentielle pour le compte de sa courtoise suffisance. Il écope d'une condamnation à 5 ans de prison en juin 2020 (les sommes de l'ordre du million de francs en liquide seraient des rétrocommissions sur des contrats d'armement avec Karachi). Grâce à son ami milliardaire Bernard Arnault, Bazire a obtenu une relaxe en appel (janvier 2025).

Sarkozy une fois élu en 2007, la lune de miel entre corrupteur et corrompu ne dure que jusqu'en mars 2011. L'ataraxique Napoléon déclenche une guerre contre la Libye, après avoir obtenu l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU. Son objectif : éliminer les preuves, tuer le Guide libyen et ses proches collaborateurs.

Bernard-Henry Lévy, philosophe macho des salons parisiens né en 1948, prend fait et cause pour le président de la République française.

Malgré plusieurs opérations homicides menées par la DGSE, l'association de malfaiteurs dirigée par Sarkozy n'arrive pas à effacer les preuves de ses exactions. Il en perd les élections de 2012...

L'enquête époustouflante menée par les journalistes indépendants de *Mediapart* a fait voler en éclat tous les mensonges successifs du scandaleux profiteur de crimes Sarkozy. 17 ans après, la justice passe en douceur...

Albertine Louvrier

Avec les compliments du guide, Sarkozy-Kadhafi l'histoire secrète,
Fabrice Arfi et Karl Laske, éditions Pluriel, 11 €, 600 p.